



Éditorial

par Serge Plenier

L'urgence culturelle

L'affaire risque de gâcher encore un peu plus l'été de François Hollande. Au départ, il y a le renvoi, le 2 juillet, de Nicolas Bourriaud, directeur de l'École nationale supérieure des Beaux-Arts de Paris, avant la fin de son mandat. Selon Fleur Pellerin, ministre de la Culture, ce renvoi serait dû à « *des raisons de changement d'orientation de la politique* ». Le problème est que son successeur présenté ne serait autre qu'Eric de Chassey, directeur de la villa Médicis, mais surtout, selon les révélations du "Canard enchaîné", époux de la meilleure amie de Julie Gayet, actuelle compagne du chef de l'État.

Parlant d'"indélicatesse", les étudiants de l'école, dans une pétition, soulignent que cette nomination « *décidée au mois de juillet et sans présentation d'un programme de gestion de cette institution le place lui-même dans la situation difficile d'avoir à justifier de ce parachutage de dernière minute* ». Plus crûment, les auteurs de la pétition terminent sur leur sentiment « *d'être pris pour des c..s* ». L'affaire ne serait que risible si elle ne révélait pas une fois de plus la désinvolture du traitement actuel de la culture. Cet été ce sont plus de cent festivals qui ont été annulés faute de subventions tandis que d'autres, à commencer par le Festival d'Avignon, doivent réduire leur programmation. Des orchestres prestigieux comme "Les Musiciens du Louvre" à Grenoble sont menacés et le maire

de Poitiers veut vendre le théâtre municipal. Quant aux conservatoires régionaux et départementaux, la suppression des subventions de l'État va les obliger à supprimer des classes.

La disette budgétaire ne justifie pas tout. D'autres logiques plus ou moins avouables, d'autres alibis, sont aujourd'hui à l'œuvre. Il y a d'abord l'idée selon laquelle la culture devrait pouvoir se passer de l'argent public et n'obéir qu'à la logique du marché. C'est oublier un peu vite que jamais l'activité artistique ne s'est passée de l'argent public. Molière, auteur et directeur de troupe, bénéficiait d'une pension royale.

Il y a aussi cette méfiance, non moins inepte devant une activité culturelle considérée comme "élitiste" et réservée à certaines catégories privilégiées, comme si le peuple n'avait droit ni à la musique classique ni aux œuvres exigeantes. Les propagandistes de cette méfiance, qui se retrouvent aussi au gouvernement, ont oublié la phrase fameuse de Jean Vilar, fondateur du Théâtre National Populaire : « *L'élitisme oui, mais l'élitisme pour tous !* »

Maintenir notre activité culturelle n'est pas une simple affaire de divertissement, ni même un moyen au service d'un prétendu "vivre ensemble". Quand on lui demanda de sacrifier les crédits de l'art au nom de l'effort de guerre, Churchill avait répondu : « *Mais alors pour quoi nous battons-nous ?* »